

19 AOÛT : RÉOUVERTURE TENDUE DES ACCUEILS APRES LES JO

Après plusieurs semaines de fermeture sous prétexte de jeux olympiques, les différents accueils à la volée de la DRFIP Paris ont rouvert le 19 août en mode dégradé : seulement 3 matinées par semaine (les lundis, mercredis et vendredis) de 9H30 à 12H45.

Et « dégradé » est bien le terme qui convient face à l'affluence massive des contribuables, usagers et usagères prêts à faire la queue pendant des heures par tous les temps pour être reçu.es.

À titre d'exemple, la file d'attente des SIP du 18^e faisait le tour du pâté d'immeuble ce vendredi.

En cette période de campagne d'avis d'impôt sur le revenu, une forte affluence est habituelle.

Mais cette année, la réception condensée sur 3 petites matinées rend les choses particulièrement difficiles, d'autant plus que la direction a émis comme consigne de ne pas délivrer de copie papier mais de les envoyer par Clic'Esi (donc en plus du papier on paiera le timbre!), mettant ainsi en grande difficulté les collègues qui assurent l'accueil face à des usagers en colère.



TENDU, L'ACCUEIL L'A ÉTÉ TOUT PARTICULIÈREMENT AUX AMENDES

La 19 août, un public très nombreux faisait déjà la queue à l'ouverture à 9h30, causant des bousculades et des chutes.

La situation était tellement chaotique (les usagers en colère comprenant vite qu'ils ne pourraient pas toutes et tous être reçus) qu'il a fallu faire intervenir la police à 2 reprises :

pas moins de 12 policiers ont été nécessaires pour ramener le calme, puis 6 à midi pour disperser la foule qui essayait de rentrer alors que le chef de service et les 2 vigiles tentaient de fermer les portes.

Selon les collègues présents, la situation était pire que lors de la réouverture de l'accueil au printemps suite à une précédente fermeture de 15 jours pour cause de punaises de lit.

A l'époque nous avons pourtant déjà interpellé la Direction au sujet des tensions et de l'afflux massif du public à la réouverture. Il avait alors été identifié que cette affluence était la conséquence de la très forte augmentation des poursuites opérées en report d'activité pendant la fermeture de l'accueil. Et depuis nous avons régulièrement évoqué le problème et alerté la Direction du risque que cette situation ne se reproduise suite à la fermeture pour cause de JO.

Mais qu'à cela ne tienne, l'automate des poursuites a tourné à fond pendant la fermeture JO. Et les trésoreries amendes, en sous-effectif chronique, ont visiblement été livrées à elles-mêmes pour gérer l'afflux à la réouverture.

Témoin de ces débordements, une association de quartier s'est de sa propre initiative organisée pour gérer les files d'attente lors des jours d'ouverture suivants : le mercredi, ils sont arrivés tôt le matin à 8 bénévoles pour distribuer des tickets par ordre d'arrivée.



Cela a permis quelque peu de calmer les tensions, mais l'affluence est restée très élevée obligeant les collègues à finir l'accueil autour de 14h toute la semaine, les privant ainsi de pause méridienne et de possibilité de se restaurer à l'Agraf.



Solidaires Finances Publiques Paris a interpellé la direction à plusieurs reprises et dès le mardi 20 août sur cet accueil amendes extrêmement compliqué.

Celle-ci nous a répondu dans un premier temps que, certes il y avait du monde, mais que l'affluence étant canalisée à l'extérieur du bâtiment, il n'y avait pas eu de heurt à l'intérieur des locaux, et donc pas de problème.

En une phrase « circulez il n'y a rien à voir ! » ([lire le mail dans son intégralité](#)).

Dans un 2nd temps, elle a finalement convenu qu'il y avait effectivement besoin de renfort au niveau sécurité et qu'« aucune association n'a vocation à prendre en charge la canalisation des usagers des trésoreries amendes sur la voie publique ».

Un 3^e vigile a donc été recruté, notamment pour gérer la file d'attente à l'extérieur.

Si ce renforcement de la sécurité apparaît nécessaire, il n'en demeure pas moins que l'affluence reste forte, tant le public des amendes a besoin d'être reçu.

Les agents (encadrants compris) ressortent épuisés de ces accueils densifiés sur 3 jours et, nous l'affirmons, cela n'est pas tenable.

Nous avons demandé à la DRFIP qu'il soit écrit et donc officiel, que lorsque les conditions d'accueil (en trésorerie amende mais également dans les autres services d'accueil tels que les SIP, trésoreries, GP...) ne permet pas aux agent.es de profiter de leur pause méridienne sur la plage variable :

- ils puissent déborder sur la plage fixe y compris pour sortir du bâtiment et pour une durée minimum (et non maximum) de 45 minutes ;
- que leurs frais de repas pris à l'extérieur soient pris en charge par l'administration s'ils ne peuvent pas profiter de la restauration collective (Agraf ou conventionnée).

Mais sur ce sujet, comme sur bien d'autres, la Direction ne répond pas, montrant une nouvelle fois le peu de considération qu'elle a envers les agents et agentes de cette administration.

Pour Solidaires Finances Publiques, maintenir et pérenniser la densification de l'accueil physique sur 3 jours est impensable, tout comme il est impensable de fermer un accueil physique dont nos concitoyens ont un tel besoin dans un contexte politique qui a amené l'extrême droite aux portes du pouvoir, notamment sur le thème de l'impuissance de l'État à maintenir les services publics ouverts.

Il est de la responsabilité de la DRFIP en lien avec la DG d'obtenir les effectifs nécessaires et en urgence afin de maintenir l'ouverture de cet accueil dans des conditions acceptables tant pour les collègues que pour le public.